



RCS : BESANCON

Code greffe : 2501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BESANCON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2001 B 00013

Numéro SIREN : 434 113 734

Nom ou dénomination : ARCHI+TECH

Ce dépôt a été enregistré le 23/08/2016 sous le numéro de dépôt 3377

DUPLICATE

Christine JOYRONOT
Comptable Principal
des Finances Publiques

archi + TECH
FERRINI ROGNON VILLAUME
Société en nom collectif au capital de 1.590 euros
Siège social : 25000 BESANCON – 3 chemin des Ecoles des Tilleroy
R.C.S. BESANCON 434.113.734

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

du 1^{er} juillet 2016

L'an deux mil seize
et le premier juillet à onze heures

Les associés de la société **archi. TECH Ferrini Rognon + Villaume** se sont constitués
en assemblée générale mixte à leur initiative conjointe

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Serge FERRINI, co-gérant

SONT PRESENTS :

- Monsieur Serge FERRINI
représentant la SARL Serge FERRINI Architecte
propriétaire de cinquante trois parts, ci : 53
- Monsieur Sylvain ROGNON
représentant la SARL Sylvain ROGNON Architecte
propriétaire de cinquante trois parts, ci : 53
- Monsieur Raphaël VILLAUME
représentant la SARL Raphaël VILLAUME
propriétaire de cinquante trois parts, ci : 53

Le président constate en conséquence que l'assemblée générale est formée et peut
valablement délibérer et prendre ses décisions relevant de sa compétence aux conditions
de quorum et de majorité requises.

RF
RW
P&A
52

Le président rappelle que l'ordre du jour qui regroupe les décisions à prendre est le suivant :

ORDRE DU JOUR :

- augmentation du capital social de 530 € pour le porter à 2.120 € par création de 53 parts nouvelles émises au nominal de 10 €
- suppression du droit préférentiel de souscription au profit de la Société PJR Architecte - Agrément de cette société en qualité d'associé
- nomination de Monsieur Pierre Jean RAVOUX aux fonctions de co-gérant
- modification de la dénomination sociale
- modification corrélative des articles 3, 7 et 8 des statuts
- pouvoirs pour formalités

Après délibération entre les associés, le président met aux voix les résolutions suivantes

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social d'un montant de 530 € pour le porter à la somme de 2.120 € par voie de création de 53 parts nouvelles au nominal de 10 € chacune numérotées de 161 à 213 émises au nominal de 10 €.

L'augmentation de capital ci-dessus devra être souscrite en numéraire ou par voie de compensation avec toute créance du souscripteur sur la société.

La libération de la souscription devra intervenir sur simple appel de la gérance.

Les parts nouvelles seront créées à compter de la réalisation définitive de l'augmentation du capital et seront de même nature et soumises aux mêmes règles que les parts anciennes desquelles elles ne se différencieront pas.

Au plan juridique et fiscal, les bénéfices sociaux sont réputés être acquis aux associés au jour de la clôture des exercices sociaux.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

MF
PJR
N

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer le droit préférentiel de souscription aux parts nouvelles résultant de l'augmentation de capital ci-dessus au profit exclusif et intégral de la Société PJR Architecte, SARL à associé unique au capital de 1.000 € dont le siège est à 70190 VORAY SUR L'OGNON – 13 rue de la Chapelle.

L'exercice par cette société du droit préférentiel de souscription qui lui est réservé s'opèrera juridiquement par la signature du bulletin de souscription, cette date étant celle de la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Afin de permettre à cette société de souscrire à l'augmentation de capital, l'assemblée générale décide de l'agréer en qualité d'associé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de nommer aux fonctions de co-gérant à compter de ce jour :

Monsieur Pierre Jean RAVOUX
Demeurant à 70190 VORAY SUR L'OGNON – 13 rue de la Chapelle

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination sociale pour adopter celle de :

archi + TECH

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

CF
PJR
R
S

Cinquième résolution

Pour faire suite aux décisions prises sous les résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier ainsi qu'il suit les articles 3, 7 et 8 des statuts :

L'article 3 est modifié ainsi qu'il suit :

La dénomination sociale de la société est :

archi + TECH

Le reste de l'article demeure inchangé

Il est rajouté le paragraphe suivant à l'article 7 :

L'assemblée générale extraordinaire en date du 01.07.2016 a décidé d'augmenter le capital d'une somme de 530 € pour le porter à 2.120 € par voie de création de 53 parts nouvelles au nominal de 10 € entièrement souscrites et libérées par la SARL PJR Architecte à qui la souscription était réservée.

Les dispositions suivantes se substituent aux dispositions de l'article 8 :

Le capital social est fixé à la somme de deux mille cent vingt euros (2.120 €) divisé en deux cent douze parts sociales (212) de dix euros (10 €) chacune, numérotées de 1 à 159 et de 161 à 213, réparties ainsi qu'il suit, suite aux mutations intervenues depuis la constitution de la société :

- *la société Serge FERRINI Architecte*
cinquante trois parts numérotées de 1 à 48 et 82 à 86, ci : 53
- *la société Sylvain ROGNON Architecte*
cinquante trois parts numérotées de 49 à 80 et 87 à 107, ci : 53
- *la société Raphaël VILLAUME*
cinquante trois parts numérotées de 129 à 160 et 108 à 128, ci : 53

ff *PJR*
RV

➤ *la société PJR Architecte*
cinquante trois parts numérotées de 161 à 213, ci : 53

***TOTAL égal au nombre de parts représentant le capital
social : deux cent douze, ci :*** 212

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Sixième résolution

L'assemblée générale confère tous pouvoirs à la SCP d'Avocats SCHAUFELBERGER MONNIN SIRAT à l'effet de réaliser toutes formalités légales ou réglementaires faisant suite à la présente assemblée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée et il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les associés.

Pour la SARL S. FERRINI Architecte
Serge FERRINI

Pour la SARL ROGNON Architecte
Sylvain ROGNON

Pour la SARL Raphael VILLAUME
Raphaël VILLAUME

En présence de Pierre Jean RAVOUX

archi + TECH

Société en Nom Collectif

Au capital de 2.120 €

Siège social : 25000 BESANCON
3 chemin des Ecoles des Tilleroyes

RCS BESANCON 434.113.734

STATUTS

*Mis à jour suite à l'AGE du 01.07.2016
Augmentation de capital / modification dénomination sociale*

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive name followed by a long, vertical line extending downwards.

TITRE I

FORME - DENOMINATION SOCIALE - OBJET - SIEGE DUREE - EXERCICE

Article 1 - FORME

Il a été formé entre la société Serge FERRINI Architecte et la société ARNOULT Jacques Ingénierie par acte sous seings privés en date à BESANCON du 09.01.2001, enregistré à la recette de BESANCON Ouest le 10.01.2001, volume 11, folio 83, bordereau 16/8, une société en nom collectif régie par les présents statuts et les dispositions en vigueur, notamment les articles L 221-1 et suivants du code de commerce et le décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet :

- de faciliter la réalisation de l'exercice en commun de la profession des associés et en particulier d'agir au nom et pour le compte des associés dans la réalisation en commun de projets dans les domaines de l'architecture et de l'ingénierie du bâtiment,
- la mise en commun de moyens matériels, administratifs, informatiques ou autres nécessaires à l'exercice en commun de la profession des associés,
- et plus généralement, toutes opérations de nature à favoriser la réalisation ou permettre le développement des activités de la société et des associés.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est :

archi + TECH

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société en nom collectif" ou des initiales "S.N.C. "

Article 4 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Article 5 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le premier juillet et se termine le trente juin de l'année suivante.

Article 6 - SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est fixé à 25000 BESANCON – 3 chemin des Ecoles des Tilleroyes

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, sous réserve d'une ratification par la plus prochaine assemblée générale ordinaire des associés, et en tout autre lieu, par décision collective extraordinaire des associés.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

Article 7 - APPORTS

1. Il a été apporté à la société par ses fondateurs lors de la constitution une somme en numéraire de mille six cents euros (1.600 €), savoir :
 - par la société Serge FERRINI Architecture, une somme de 800 €
 - par la société ARNOULT Jacques Ingenierie une somme de 800 €
2. L'assemblée générale extraordinaire en date du 30.04.2012 a décidé de réduire le capital d'une somme de 10 € par voie d'annulation de la part sociale n° 81 acquise à cet effet par la société à l'associé retrayant au prix de 10 €
3. L'assemblée générale extraordinaire en date du 01.07.2016 a décidé d'augmenter le capital d'une somme de 530 € pour le porter à 2.120 € par voie de création de 53 parts nouvelles au nominal de 10 € entièrement souscrites et libérées par la SARL PJR Architecte à qui la souscription était réservée.

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de deux mille cent vingt euros (2.120 €) divisé en deux cent douze sociales (212) de dix euros (10 €) chacune, numérotées de 1 à 159 et de 161 à 213, réparties ainsi qu'il suit suite aux mutations intervenues depuis la constitution de la société :

➤ la société Serge FERRINI Architecte cinquante trois parts numérotées de 1 à 48 et 82 à 86, ci :	53
➤ la société Sylvain ROGNON Architecte cinquante trois parts numérotées de 49 à 80 et 87 à 107, ci :	53
➤ la société Raphaël VILLAUME cinquante trois parts numérotées de 129 à 160 et 108 à 128, ci :	53
➤ la société PJR Architecte cinquante trois parts numérotées de 161 à 213, ci :	53
TOTAL égal au nombre de parts représentant le capital social : deux cent douze, ci :	212

Article 9 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

1. Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois, de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Ces augmentations de capital peuvent être réalisées, soit par création de parts sociales nouvelles, soit par élévation du nominal des parts sociales anciennes.

2. La réduction du capital social, pour quelque cause que ce soit, intervient sur décision collective extraordinaire des associés.

Article 10 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

1. Les parts sociales ne sont pas négociables. La propriété des parts résulte des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital et des cessions et attributions régulièrement consenties.

2. La société se réserve le droit de créer ultérieurement des parts sociales d'industrie.

Article 11 - REVENDICATION PAR LE CONJOINT COMMUN EN BIENS DE LA QUALITE D'ASSOCIE

En cas d'apport de biens ou de deniers communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

Si cette notification intervient lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Si cette notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, les coassociés de l'époux associé statuent à l'unanimité sur l'agrément du conjoint. En cas de refus d'agrément, le conjoint associé reste seul associé pour la totalité des parts sociales communes.

Article 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

1. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de désigner l'un d'eux pour les représenter auprès de la société. A défaut d'accord, il appartient à la partie la plus diligente de faire désigner en justice un mandataire chargé de les représenter.

2. En cas de démembrement de la propriété des parts sociales, l'usufruitier participe seul aux décisions collectives relatives à l'approbation du rapport de la gérance et des comptes de l'exercice écoulé et à l'affectation des résultats. Le nu-propriétaire participe seul à toutes les autres décisions collectives.

Article 13 - DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes. Les pertes sont réparties de la même façon.

2. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par la collectivité des associés. Les héritiers, créanciers, représentants d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

3. Les associés répondent indéfiniment et solidairement des dettes sociales vis-à-vis des tiers.

Entre associés, chacun d'eux n'est tenu des dettes sociales que proportionnellement au nombre de parts.

Article 14 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1. Cessions entre vifs

Les cessions de parts doivent être constatées par écrit.

La cession de parts est rendu opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre associés ou à des personnes étrangères à la société qu'avec le consentement de tous les associés.

Pour obtenir ce consentement, l'associé qui désire céder tout ou partie de ses parts, doit notifier le projet de cession à la gérance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Ce projet indique l'identité du cessionnaire proposé, le nombre de parts à céder, ainsi que le prix de cession envisagé.

Dans les huit jours de la réception de cette notification, la gérance doit convoquer l'Assemblée des associés afin qu'elle délibère sur la cession envisagée ou consulter par écrit les associés sur ladite cession.

Si la cession n'est pas agréée, l'associé cédant reste propriétaire des parts sociales qu'il envisageait de céder.

Si la cession est agréée, elle doit être régularisée dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'agrément ; à défaut de régularisation dans ce délai, le cessionnaire doit, à nouveau, être soumis à l'agrément des associés.

2. Dissolution d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution d'une communauté de biens entre époux pour une cause autre que le décès, l'attribution des parts sociales communes au conjoint ou à l'ex-conjoint non associé doit être agréée à l'unanimité des associés. Le cas échéant, celui des conjoints qui possédait déjà la qualité d'associé ne participe pas au vote.

En cas de refus d'agrément, le conjoint ou l'ex-conjoint qui avait la qualité d'associé, garde cette qualité pour la totalité des parts sociales qui étaient comprises dans la communauté.

La société n'est pas dissoute par le décès d'un associé ; elle continue entre les associés survivants et/ou les héritiers et/ou les tiers agréés par les associés survivants.

La valeur de ces parts est déterminée à l'amiable au jour du décès, ou à défaut d'accord, fixée par expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

La société dispose d'un délai de six mois à compter de la date d'acceptation amiable du prix ou de la notification du rapport de l'expert pour rembourser les ayants droit de l'associé décédé dans l'hypothèse d'un non agrément.

Les frais d'expertise sont supportés par la société.

4. Dissolution d'une personne morale associée

La dissolution pour quelque motif que ce soit d'une personne morale associée est assimilée au décès d'un associé personne physique et suit le même régime.

Article 15 - "FAILLITE" OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

Lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire ou arrêtant un plan de cession totale, une mesure d'interdiction d'exercer une profession commerciale ou une mesure d'incapacité est prononcé à l'égard de l'un des associés, la société n'est pas dissoute et continue entre les autres associés.

La valeur des droits sociaux à rembourser à l'associé exclu est fixée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Les parts sociales sont rachetées par la société qui réduit, le cas échéant, son capital en conséquence.

Les associés peuvent toutefois décider à l'unanimité que ces parts seront rachetées par eux-mêmes ou par des tiers agréés.

Article 16 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Les associés peuvent, avec l'accord de la gérance, verser dans la caisse sociale des fonds en compte courant.

Les conditions de rémunération et de retrait des sommes ainsi déposées sont déterminées d'accord entre la gérance et le ou les associés prêteurs.

TITRE III

GERANCE ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 17 - NOMINATION DES GERANTS

La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, désignés pour une durée limitée ou illimitée.

Lorsqu'une personne morale est désignée comme gérant, ses dirigeants sont soumis aux mêmes obligations et conditions et encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La personne morale gérante doit désigner son représentant auprès de la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de révocation du mandat de ce représentant, elle doit procéder, dans les mêmes formes à la désignation de son remplaçant.

Article 18 - POUVOIRS ET OBLIGATIONS DE LA GERANCE - REMUNERATION

1. Dans les rapports avec les tiers, la gérance, agissant au nom de la société, a pouvoir de passer seule tous les actes entrant dans l'objet social.

Lorsqu'il existe plusieurs gérants, l'opposition formée par l'un d'eux aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

2. Dans les rapports entre associés, le gérant ou chacun des gérants peut accomplir tous les actes de gestion dans l'intérêt de la société.

Toutefois, il ne pourra, sans avoir été préalablement autorisé par décision prise à l'unanimité des associés, acheter, vendre ou échanger tout immeuble ou fonds de commerce, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur le fonds de commerce, concourir à la constitution de toute société ou faire apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer.

S'il existe plusieurs gérants, chacun d'eux a le droit de s'opposer à une opération envisagée par l'un d'eux avant qu'elle soit conclue.

3. La rémunération du ou des gérants est fixée par une décision collective ordinaire des associés.

4. Sauf dispense de la collectivité des associés, les gérants sont tenus de consacrer tout leur temps et tous leurs soins aux affaires sociales.

Pendant la durée de son mandat, tout gérant s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société.

Article 19 - REVOCATION ET DEMISSION DES GERANTS

REVOCATION :

1. La révocation d'un gérant associé ne peut être décidée qu'à l'unanimité des autres associés.

La révocation d'un gérant non associé est décidée par une décision collective ordinaire des associés.

Cette révocation peut également résulter d'une décision judiciaire pour cause légitime.

Sauf décision contraire des associés, la révocation d'un gérant, associé ou non, n'entraîne pas la dissolution de la société.

2. En cas de révocation, le gérant associé peut décider de se retirer de la société et demander le remboursement de ses parts sociales.

Cette décision de retrait doit être notifiée dans le mois de la révocation à chacun des associés avec demande d'avis de réception.

L'associé ou les associés restants peuvent désigner un tiers pour acquérir les parts sociales du gérant qui se retire.

La valeur des parts sociales sera déterminée conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

DEMISSION :

1. Les fonctions d'un gérant cessent également par sa démission, qui prend effet de l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à tous les associés. Ce délai peut être réduit par les associés, en accord avec le gérant démissionnaire.

2. Sauf décision contraire prise à l'unanimité des autres associés, la démission d'un gérant associé ne met pas fin à la société.

Article 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer par décision ordinaire un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires ou suppléants.

La société doit désigner un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant lorsqu'elle atteint les seuils prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Tout associé peut demander en justice la nomination d'un commissaire aux comptes.

Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices. Ils exercent leur mission conformément à la loi.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

Article 21 - FORMES ET MODALITES

1. Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet une modification des statuts et d'ordinaires dans les autres cas.

2. Ces décisions résultent au choix de la gérance d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés.

La réunion d'une assemblée générale est cependant obligatoire pour l'approbation annuelle des comptes et pour toutes autres décisions si l'un des associés le demande.

Article 22 - ASSEMBLEE GENERALE

1. Les convocations à l'assemblée générale sont effectuées par la gérance au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée aux associés quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

Les lettres de convocation contiennent l'indication des jour, heure et lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion.

2. Une assemblée générale peut être convoquée par tout associé si elle est appelée à statuer sur la révocation du ou des gérants.

3. L'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai, si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés.

4. Tout associé peut se faire représenter par un autre associé muni de son pouvoir.

5. L'assemblée générale est présidée par le gérant ou par l'associé auteur de la convocation. Le président de l'Assemblée peut être assisté d'un secrétaire choisi parmi les associés ou en dehors d'eux.

6. Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles dans les conditions fixées par les règlements en vigueur. Les procès-verbaux sont signés par tous les associés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées générales sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Article 23 - CONSULTATION ECRITE

1. Sauf pour l'approbation des comptes annuels, la gérance peut consulter les associés par écrit au lieu de les réunir en assemblée générale.

Dans ce cas, elle leur adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le texte des résolutions soumises à leur approbation, accompagné de tous documents et rapports nécessaires à leur information ainsi qu'un bulletin leur permettant d'exprimer leur vote sur chaque résolution proposée.

2. Le délai imparti aux associés pour adresser ce bulletin à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception est de quinze jours à compter de l'envoi de la consultation.

Tout associé n'ayant pas répondu dans ce délai est considéré comme s'étant abstenu.

3. Si un associé, dans les huit jours de l'envoi de la consultation fait connaître à la société, dans les mêmes formes, sa décision de voir les résolutions inscrites à l'ordre du jour soumises à une assemblée générale, la procédure de consultation écrite est arrêtée. La gérance doit alors convoquer sans délai l'assemblée générale dans les formes et délais prévus à l'article 22 ci-dessus, avec le même ordre du jour.

4. Dans les huit jours de l'expiration du délai imparti aux associés pour exprimer leur vote et si la réunion d'une assemblée générale n'a été demandée par aucun associé, la gérance établit et signe le procès-verbal de la consultation auquel sont annexés les bulletins de vote des associés.

Ce procès-verbal est établi sur registre ou sur feuilles mobiles dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des consultations écrites sont valablement certifiées conformes par un gérant.

Article 24 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

1. La gérance doit chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, réunir les associés pour statuer sur les comptes dudit exercice et décider de l'affectation des résultats.

En outre, les associés peuvent au moyen des décisions collectives ordinaires, se prononcer sur toutes autres propositions concernant la société et excédant les pouvoirs de la gérance, à condition qu'elles n'emportent pas modification des statuts ou approbation de cession de parts sociales.

2. Les décisions collectives ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Article 25 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

1. Les cessions de parts sociales, les réductions du capital non motivées par des pertes et les augmentations du capital doivent être autorisées à l'unanimité des associés.

2. La révocation d'un gérant associé ne peut être décidée qu'à l'unanimité des autres associés.

3. Toutes autres décisions entraînant modification des statuts doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

Les associés peuvent ainsi décider la prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la société, la modification de la répartition des bénéfices et du boni de liquidation.

Ils peuvent ainsi décider la transformation de la société en société d'une autre forme, sous réserve que soient respectées, le cas échéant, les conditions de révocation d'un gérant associé qui s'opposerait à la transformation.

TITRE V

COMPTES SOCIAUX AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 26 - COMPTES SOCIAUX

1. A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire des éléments actifs et passifs de la société et les comptes annuels conformément aux dispositions du Code du commerce.

La gérance établit également un rapport de gestion sur la situation de la société et sur l'activité de celle-ci au cours de l'exercice écoulé.

2. Les associés non gérants disposent sur les livres et documents sociaux du droit de communication reconnu par la loi et le décret sur les sociétés commerciales. Ils peuvent également, deux fois par an, poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles la gérance doit répondre par écrit.

3. Si à la clôture d'un exercice social, la société atteint l'un des seuils définis à l'article 244 du décret du 23 mars 1967, la gérance doit établir les documents prévisionnels d'information comptable et financière dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Article 27 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et, le cas échéant, des sommes portées en réserve et augmenté du report bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale a la faculté de décider de prélever sur ce bénéfice les sommes qu'elle juge convenable de fixer, sans toutefois pouvoir dépasser la moitié dudit bénéfice, soit pour être reportées à nouveau, soit pour être portées à un ou plusieurs comptes de réserves générales et spéciales sur lesquels s'imputent éventuellement les déficits et qui peuvent ultérieurement être distribuées en totalité ou en partie aux associés.

Les sommes dont la distribution est décidée, sont attribuées aux associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

Les pertes, s'il en existe, sont compensées avec le report bénéficiaire puis le cas échéant, avec les réserves. Leur solde éventuel est inscrit à un compte "report déficitaire" pour être imputé sur les bénéfices ultérieurs.

Les associés peuvent décider à l'unanimité de prendre directement en charge le solde de ces pertes proportionnellement à leurs droits sociaux.

TITRE VI

DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 28 - DISSOLUTION

1. La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par la perte de son objet ou par décision judiciaire pour justes motifs.

Les associés peuvent également décider sa dissolution anticipée aux conditions de majorité à l'article 24 ci-dessus.

2. La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société. Toutefois, tout intéressé peut demander la dissolution de la société si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

3. La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du Commerce et des sociétés.

Article 29 - LIQUIDATION

1. A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, et sous réserve de la situation prévue par l'alinéa 3 de l'article 1844-5 du Code civil, la société est en liquidation.

Sa dénomination sociale doit être suivie de la mention "société en liquidation". Cette mention ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

2. Les associés, par une décision collective ordinaire, nomment le ou les liquidateurs, fixent leurs pouvoirs et règlent le mode de liquidation de la société.

Le ou les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la société et d'apurer son passif. Toutefois, la cession de l'actif est soumise aux restrictions légales ci-après :

- La cession globale de l'actif de la société ou l'apport de cet actif à une autre société, notamment par voie de fusion, requiert le consentement unanime des associés.

- Sauf consentement unanime des associés, la cession de tout ou partie de l'actif de la société à une personne ayant eu la qualité d'associé en nom ou de gérant, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du tribunal de commerce, le liquidateur dûment entendu.

- La cession de tout ou partie de l'actif de la société au liquidateur ou à ses employés ou à leurs conjoint, ascendants ou descendants, est interdite.

3. En fin de liquidation, les associés statuent à la majorité prévue à l'article 24 ci-dessus sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et constatent la clôture de la liquidation.

Si l'assemblée de clôture de liquidation ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de la liquidation, il est statué par décision de justice, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

4. Le produit net de la liquidation est partagé entre les associés au prorata de leur part dans le capital.

Titre VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la société, ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.